

une petite station de sports d'hiver en Pologne pour recréer l'Internationale sous le nom de **Kominform**, le « Komintern » ayant été créé par Lénine et Trotsky en 1919 et dissous par Staline en 1943. A cette réunion, les délégués français, **Jacques Duclos** et **Etienne Fajon** sont vigoureusement accusés par les Yougoslaves d'avoir, par leur participation au pouvoir, défendu les intérêts bourgeois français plutôt que ceux de la classe ouvrière. Et Duclos, avec sa souplesse habile devra se livrer à une solide autocritique devant ses pairs.



Photo AFP

Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, connu dans les milieux diplomatiques comme « Monsieur Niet » pour son intransigeance et son sectarisme froid.

En France, pour se disculper aux yeux de ses accusateurs, le PC durcit le ton et va multiplier les actions de plus en plus violentes.

Le 13 octobre, à Marseille, **Thorez** dénonce « l'asservissement à l'impérialisme américain ». La nouvelle stratégie du PC ne lui réussit pas. Elle a pour conséquence un net échec aux élections municipales. Il perd de nombreuses municipalités, dont celle de Marseille. Et c'est précisément à Marseille même que l'on va enregistrer, en novembre, de graves incidents : manifestations contre la vie chère, bagarres au conseil municipal, assaut contre l'Hôtel de Ville, violents affrontements dans le quartier de l'Opéra. Un manifestant est tué : c'est la grève générale à Marseille et dans la région.

À la direction de la CGT, les choses sont maintenant claires : la majorité communiste veut lancer l'organisation dans une vaste opération politique au profit du PC et sur son ordre. Devant les dangers qui mettent en péril le syn-

DU PLAN MARSHALL AU KOMINFORM

(suite)

(Suite de la page 16)

Proposition généreuse : 12 milliards de dollars, une somme énorme pour l'époque, sont débloqués par les Etats-Unis pour rebâtir l'économie européenne dévastée par la guerre. Proposition intéressée ? Il est certain que pour enrayer l'avance communiste — il suffit de regarder une carte de l'Europe de 1939 et une autre de 1947 pour constater à quel point s'est étendue l'influence communiste — les Etats-Unis comptent sur l'assistance économique.

Moscou pour les blocs

Avant de se décider, Moscou hésite. Il y a du défi, mais il y a aussi de la séduction dans l'offre américaine. Staline envoie à Paris Molotov discuter au nom des pays de l'Est, avec Bidault, le Français et Bevin, l'Anglais. Les Américains ont demandé que les Etats Européens déterminent eux-mêmes leurs besoins et assurent la répartition des crédits américains. Molotov veut bien d'une aide, inconditionnelle, ce qui est logique, mais laissant intact le contrôle de Moscou sur les économies des autres pays de l'Est. En somme, pas de « tentation de l'Occident » ; il faut éviter que les pays de l'Est ne lui échappent. Moscou ne croit pas à une Europe unie mais à la politique des Blocs. Staline et Molotov refusent donc l'offre américaine.

Début juillet 1947, La Grande-Bretagne et la France lancent des invitations à 22 pays européens (Est y compris) pour discuter plus à fond du Plan Marshall, deux Etats : la Pologne et la Tchécoslovaquie se disposent à répondre favorablement à l'invitation.

L'Europe coupée en deux

Les dirigeants polonais, Hilary Mine, Cyriankevicz et Modzelevszki

se déclarent prêts à se rendre à Paris.

« Si l'URSS émet des réticences pour elle-même, expliquent-ils, elle tiendra compte de l'intérêt des petits pays ».

Le 8 juillet, le jour où le gouvernement polonais se réunit à Varsovie, délibère et va répondre par l'affirmative à l'invitation de Paris, un chef de cabinet pénètre dans la salle du conseil des ministres, avec une dépêche de l'agence Tass à la main : « La Pologne et la Roumanie ont refusé de participer à la conférence de Paris sur le Plan Marshall ». C'est précis. A Prague, le gouvernement Bénès, lui, croit encore à la démocratie à l'Est. Le 4 juillet, le gouvernement se prononce pour l'acceptation de l'aide Marshall. Mais, le 8 juillet, à Moscou, Staline déclare aux Tchécoslovaques : le Plan Marshall a pour but d'isoler l'URSS « l'accepter, pour les Tchécoslovaques, était consommer la rupture avec Moscou ». « Le pouvait-on ? dira alors Ripka (l'ami de Bénès), les communistes auraient fait chez nous un coup d'Etat (2). Et Masaryk conclut devant ce refus que le Kremlin imposait à Prague : « Nous ne sommes plus que des vassaux ».

La rupture était consommée. Moscou assurait sa domination sur ses satellites, le monde coupé en deux blocs, un « rideau de fer » — selon l'expression de Churchill — tombait sur l'Europe. En septembre, Moscou recréait l'Internationale communiste (le Kominform) et mobilisait les PC occidentaux contre l'aide américaine.

Mais l'histoire a des détours imprévus. Alors que la guerre froide s'épanouissait en Europe, c'est à l'autre bout du monde que se produisit l'inattendu : l'effondrement du régime Tchang Kaï Tchek et la prise de la Chine par Mao Tsé Toung. Imprévu pour Staline qui aimait assez peu ce communiste chinois qu'il avait aidé très parcimonieusement jusque-là.

2) Ce n'était que partie remise... huit mois plus tard, c'était le coup de Prague et l'élimination des non-communistes et le suicide de Masaryk.





LES INSTRUMENTS DE LA DÉPENDANCE LE KOMINTERN

Dès 1919, Lénine (avec Trotsky, qui ne sentait pas encore le soufre!), avait tenté de mobiliser l'ensemble du mouvement ouvrier mondial pour la défense du « pays des Soviets ». La nouvelle internationale, la troisième (1) (le Komintern), vit le jour en mars 1919.

Mais n'adhérait pas qui voulait à l'Internationale communiste. Lénine avait dès 1920 imposé des critères impérieux (les 21 conditions d'adhésion aux partis communistes nationaux). L'analyse de ces 21 conditions montre combien la rupture devait être profonde avec le socialisme.

● **la vie interne du parti.** A la démocratie traditionnelle remontant de la base vers le sommet, Lénine substituait la direction de l'appareil centralisé et souverain sur la base;

● **le rôle dirigeant du parti en tous domaines** devait s'affirmer par la création de noyaux communistes dans les organisations de masse, pour influencer d'abord, et si possible conquérir, la direction de ces mouvements;

● l'Internationale communiste devait être centralisée à l'image des partis nationaux. C'est ainsi que le Komintern délégua auprès de ces partis, sous la responsabilité de Zinoviev, des militants, directement dépendants de Moscou et chargés de faire appliquer la ligne du Komintern. Le premier de ces envoyés spéciaux pour la France fut Humbert Droz « l'œil de Moscou à Paris » selon sa propre expression.

C'est Humbert Droz qui devait arbitrer les conflits entre les diverses tendances du mouvement ouvrier français alors favorables à la révolution soviétique : communistes, socialistes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes. Il ne fallut que quelques années aux communistes, appliquant à la lettre la tactique léniniste, pour éliminer les tendances rivales de la direction du parti et de la CGTU. Beaucoup de ces militants revinrent alors à la CGT dirigée par Léon Jouhaux où ils

retrouvèrent leur droit d'expression, comme ils l'ont aujourd'hui à la CGT-FO.

Le cinquième congrès du Komintern eut lieu à Moscou en 1924, il marqua la totale inféodation des PC étrangers à l'Internationale communiste (en fait au PC de l'URSS). Puis les congrès s'espacèrent (1928, 1935). Il n'y eut pas de 8^e congrès, Staline en ayant ainsi décidé. Dorénavant, les chefs communistes étrangers venaient directement prendre leurs consignes à Moscou auprès de Staline. Celui-ci procéda officiellement à la dissolution du Komintern en mai 1943 pour répondre à l'attente de ses alliés, Churchill et Roosevelt, une dissolution purement symbolique qui n'affecte pas le rôle dirigeant du PC bolchévique sur le communisme mondial.



Cl. Roger Viollet

A. Zinoviev, premier secrétaire de l'Internationale communiste.

Avec le mystère qui, dans les pays socialistes, environne ce genre d'événement, les partis communistes, français, yougoslave, roumain, hongrois, italien, polonais, tchécoslovaque, bulgare et soviétique se sont réunis les 22 et 23 septembre 1947.

La rencontre eut lieu dans une localité polonaise à proximité des

frontières allemandes et tchécoslovaque. Les entretiens se déroulèrent dans un ancien pavillon de chasse d'Hermann Goering nommé « Wilka Gora » (la colline aux loups), devenue résidence de vacances du secrétaire général du parti ouvrier polonais, Wladislaw Gomulka.

L'événement ne fut connu qu'un mois plus tard. C'est Fajon et Duclos qui représentaient le parti communiste français, dont la politique menée jusque-là fut mise en accusation, notamment par les Yougoslaves (Tito n'avait pas encore rompu avec Staline). Duclos dut se livrer à une auto-critique en règle et reconnaître des « erreurs » qui ne découlaient que de la stricte application par le parti de la ligne Thorez-Staline...

Les 9 partis décidèrent de recréer une nouvelle internationale communiste, le Kominform, présidé par Jdanov, dont les objectifs avoués étaient relativement anodins si on les compare à ceux de l'ancienne internationale, (le Komintern), officiellement dissoute en 1943. Le siège du Komintern était situé à Belgrade. Il était surtout chargé, apparemment, d'un échange réciproque d'informations et d'expériences, mais aussi, « en cas de nécessité, de la coordination de l'activité des partis communistes ».

Une des premières « nécessités » fut évidemment la lutte contre le plan Marshall, à la fois pour tenter de décourager les USA de s'intéresser à l'Europe, et pour maintenir dans celle-ci une situation économique difficile, jugée par les communistes propice pour le succès de leurs entreprises. Le nom a pu changer, l'activité de l'Internationale communiste demeure, au service des intérêts de Moscou.

1) La première, créée en 1864, n'avait pas résisté à l'affrontement entre Marx et l'anarchiste Bakounine. La deuxième était l'internationale socialiste à laquelle adhérait la SFIO (section française de l'internationale ouvrière).

dicalisme, la liberté, et peut-être la paix, une conférence nationale des groupes Force Ouvrière se réunit à Paris, Salle Lancry, les 8 et 9 novembre à la veille du Comité confédéral national de la CGT.

LA REUNION DE LANCRY

La colère gronde. Les informations apportées à la tribune par les délégués indignent la salle. Mais les « confédérés » n'en restent pas là. Dans un manifeste d'une grande dignité et d'une haute tenue, ils expriment leurs craintes de voir bafouer les principes de démocratie et de tolérance qui sont les leurs.

« L'unité ouvrière est plus que jamais nécessaire, proclament-ils. La force du mouvement syndical réside essentiellement dans le nombre et dans la cohésion du nombre.

Mais cette unité et cette cohésion exigent, à l'intérieur de l'organisation, la pratique constante des règles d'une véritable démocratie et de la plus fraternelle tolérance ».

Les groupes Force Ouvrière décident d'engager la bataille pour la démocratisation de la CGT sur la base de la libre consultation de la totalité des adhérents, mais d'eux seuls. Ce qui implique la pratique du suffrage universel et secret dans la vie syndicale, avec la représentation proportionnelle des diverses tendances exprimées.

Les délégués à la Conférence de Lancry demandent solennellement à la majorité confédérale « d'avoir en vue, au-dessus de toute considération partisane, les mêmes soucis supérieurs de puissance et de cohésion du syndicalisme de la Confédération générale du travail ».

Cet appel ne reçut aucune réponse positive. Au contraire.

LA RUPTURE APPROCHE

Les événements vont se précipiter. C'est notre regretté Charles Veillon, secrétaire confédéral, qui s'est fait l'historien de ces événements dont il fut l'un des acteurs importants :

« Quelques jours après Lancry se tient le Comité confédéral national de la CGT, les 12 et 13 novembre 1947.

Deux questions essentielles, cruciales, consumeront la rupture morale.

Frachon et ses acolytes ont imaginé d'organiser une vaste consultation de tous les travailleurs sur le programme d'action de la CGT. Pour la première fois dans l'histoire syndicale, l'opinion des non syndiqués devra peser sur le comportement du mouvement. Celui-ci a, rappelons-le, 6 millions d'adhérents.

La minorité s'y oppose. Elle présente un texte qui, bien entendu, est repoussé. Elle souhaite associer l'ensemble des travailleurs à l'application des décisions des seuls organismes statutaires du mouvement confédéral et « refuse de souscrire à une décision qui, en faisant dépendre l'activité syndicale d'autres assemblées que les assemblées régulières, risque de briser l'unité ouvrière ».

Autre point de divergence : l'aide américaine à l'Europe. Rapporteur de la minorité, Robert Bothereau démontre que l'assistance des Etats-Unis

donnera à la France ruinée par la guerre un nouvel élan.

« Si demain, ajoute-t-il, les 1 500 000 tonnes de charbon qui, chaque mois, nous sont fournies par les Etats-Unis venaient à manquer, c'est le tiers de nos usines qui s'arrêterait ».

Charles Veillon nous conte la suite des événements :

« ... La Russie veille, car la misère est son terrain préféré d'agitation. Et avec elle veille le parti communiste, et par conséquent les majoritaires de la CGT. L'aide Marshall est condamnée (ô ironie !) au nom de l'indépendance nationale !

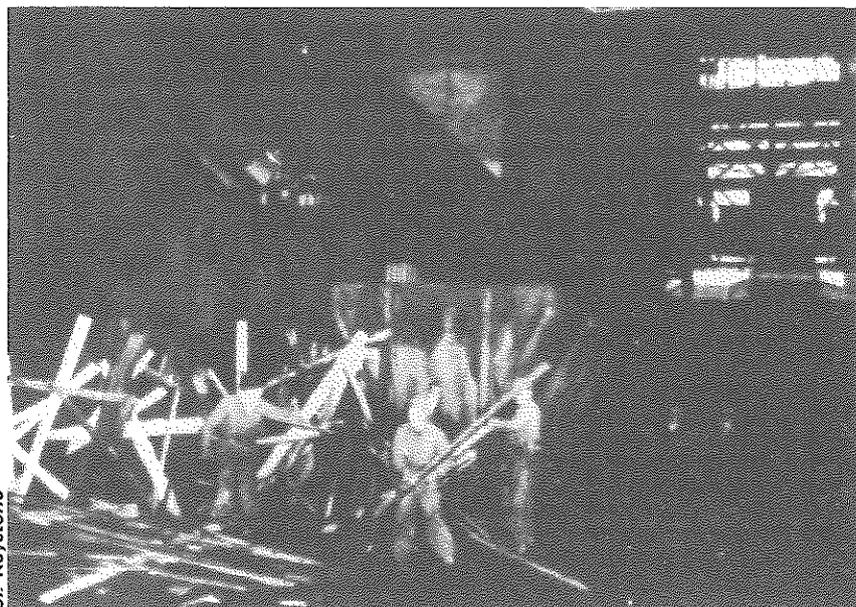
Oubliant la consultation des travailleurs qu'ils avaient eux-mêmes demandée, négligeant le fait qu'un Comité national devait, le 19 décembre, déterminer l'orientation du mouvement après ce fameux référendum, les majoritaires jugent le moment de franchir le Rubicon ».

UNE EPREUVE DE FORCE

Dans la deuxième quinzaine de novembre des ordres de grève sont lancés ça et là : le 18 chez les mineurs du Nord, le 19 chez Citroën et Renault, le 21 dans la métallurgie, l'électricité, les chemins de fer et la

fonction publique venant ensuite.

La division ouvrière est publique. Les comités d'action syndicaliste des postiers et des cheminots dénoncent la « grève politique ». De nombreux syndicats autonomes se créent, en re-



Cl. Keystone

Dans les mines du Centre, la grève a été dure, la troupe doit enlever les barricades bloquant la sortie des wagons.





bellion contre les décisions des majoritaires communistes qui, le 26 novembre, créent un Comité central de grève.

Mal suivies, les grèves tournent à l'émeute. Des bâtiments publics sont occupés à Béziers, à Nice, à Marseille. Plus grave encore, le Paris-Tourcoing déraile près d'Arras, à la suite d'un sabotage (non revendiqué, dirait-on aujourd'hui) : 16 morts et de nombreux blessés; des barricades à Marseille, 2 morts à Valence. Partout, des menaces à l'égard de ceux qui résistent à la subversion. Des militants des groupes FO sont molestés, blessés, certains essuieront des coups de feu. On voit de plus en plus d'armes dans les manifestations, en plus des bouillons chauffés au rouge lancés sur les forces de l'ordre. Des observateurs notent même des bacs d'acide sur les toits des bâtiments occupés.

Le gouvernement résiste. L'avocat aveyronnais et socialiste Paul Ramadier a laissé la place à l'avocat lorrain et MRP **Robert Schumann** que Jacques Duclos traitera de « boche » au cours d'une des séances houleuses de l'Assemblée Nationale où le groupe communiste se distingue par sa violence.

Le 1^{er} décembre on rappelle 80 000

hommes sous les drapeaux. Le parlement vote de sévères lois contre le sabotage qui sont applicables pour six mois. La police procède à quatre mille arrestations.

D'ores et déjà, on peut constater qu'il y a en fait deux directions de la CGT : l'une (qui s'efforce de négocier avec un gouvernement quelque peu affolé et maladroit), conduite par **Jouhaux**, **Bothereau** et les confédérés, l'autre avec **Frachon** et les communistes qui sont engagés dans l'escalade de la subversion. Au point que la direction confédérale majoritaire se dessaisit de la conduite des grèves pour la confier à un organisme parallèle, le Comité national de grève, animé par deux communistes de la Fédération du bâtiment, **Labrousse** et **René Arrachard**, et qui, curieusement, tient ses réunions au siège de la CGT, deux étages au-dessus des bureaux des secrétaires confédéraux. On peut se demander si le PC n'est pas en train de préparer son passage à une nouvelle clandestinité. D'autant plus que la Belgique et l'Italie connaissent au même moment des situations identiques.

Et puis, après les violences, les menaces contre les militants des groupes « Force Ouvrière », les injures contre les défenseurs du syndicalisme libre, dont plusieurs seront molestés et blessés, le Comité de grève, le 9 décembre au soir, donne pour le

lendemain l'ordre de reprise du travail, laissant dans l'amertume les travailleurs dupés... La vague reflue, provisoirement. Car l'année 1948 connaîtra, elle aussi, ses grèves insurrectionnelles.

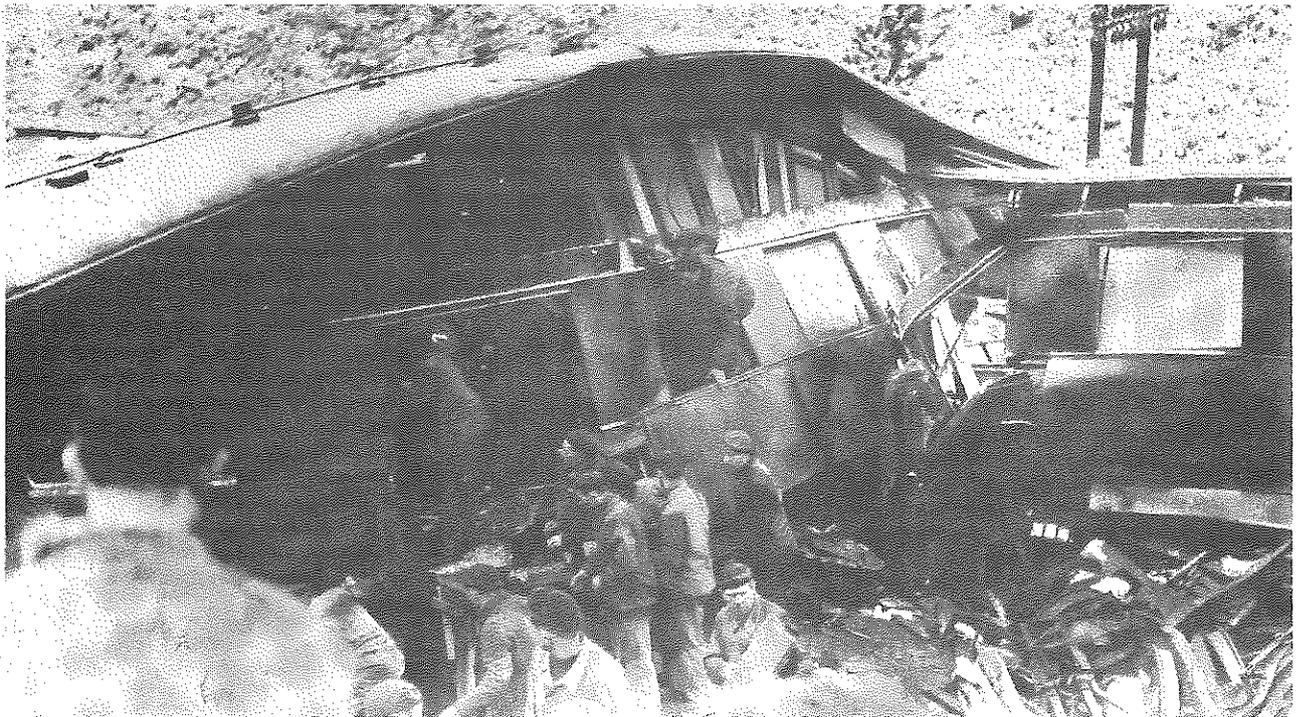
L'UNITE NE PEUT PLUS ETRE SAUVEE

Mais il est trop tard pour sauver l'unité. Une deuxième conférence nationale des groupes « Force Ouvrière » se réunit, le 18 décembre cette fois, sous la froide verrière de la Salle des Horticulteurs, à Paris. Le climat a changé depuis la réunion de Lancry un mois auparavant. Les illusions qui pouvaient encore subsister se sont dissipées.

Les militants sont venus de partout. Ils ont tous prononcé le même réquisitoire : « Le parti communiste a tué l'unité. Le parti communiste a tenté de tuer notre CGT, notre mouvement syndical ».

Léon Jouhaux déclare :

« Au cours de la crise sociale récente, la classe ouvrière, a fait son devoir. En refusant de se laisser entraîner dans une aventure politique, elle a montré qu'elle avait, au plus haut degré, le sens de ses véritables intérêts et de ses responsabilités envers le pays ».



Cl. Keystone

Le train Paris-Arras déraile à la suite d'un sabotage — non revendiqué comme on dirait maintenant —, un rail ayant été déboulonné sur plusieurs mètres. La subversion gagne.

Mais celui qui est, pour quelques heures encore le secrétaire général de la CGT n'oublie pas les véritables problèmes qui préoccupent les travailleurs :

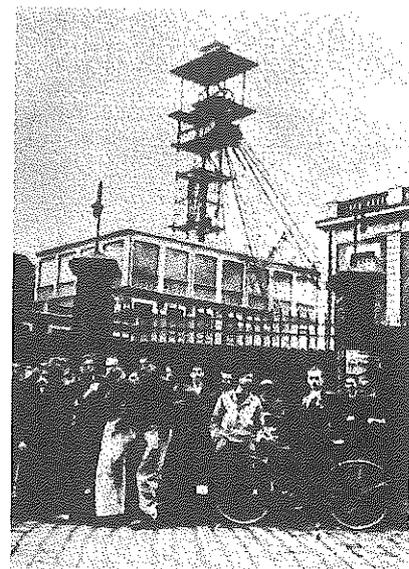
« La stabilisation du franc exige que le gouvernement prenne ses dispositions pour ravitailler, à un prix correspondant au pouvoir d'achat des ouvriers les grands centres industriels. Elle exige enfin que l'assainissement de la situation financière et monétaire soit poursuivi jusqu'à ce qu'un franc stable à l'intérieur, comme à l'extérieur, permette de nouveau l'épargne et les investissements pour la modernisation de nos industries. La classe ouvrière a trop souffert depuis la guerre pour se payer de mots. »

A une très grosse majorité, l'assemblée des responsables fédéraux et

départementaux des groupes « Force Ouvrière » demande à ses mandataires au Bureau confédéral de la CGT de donner leur démission. Elle s'adresse dans un manifeste aux travailleurs de France et les fait juges de la situation.

Ce manifeste sera largement diffusé, il sera publié dans le numéro de « Force Ouvrière » du 25 décembre 1947. Le sous-titre de notre journal qui reflète l'histoire de notre mouvement a changé en plusieurs mois. Sous « Force Ouvrière » on a pu lire en décembre 1945 « Hier Résistance, aujourd'hui Force », puis, le 27 mars 1947, « Défend la CGT contre toute emprise politique » et enfin, depuis le 25 décembre : « pour la liberté et l'indépendance syndicale ».

Le manifeste d'où est née notre Confédération, le voici :



Dans les mines du Nord, la Grève.

FO S'ADRESSE AUX TRAVAILLEURS FRANÇAIS

« La Conférence nationale des groupes « Force Ouvrière » réunie à Paris les 18 et 19 décembre 1947 :

Confirmant son précédent manifeste des 8 et 9 novembre :

Renouvelle son attachement à l'indépendance du mouvement syndical à l'égard de tous les partis politiques et de tous les gouvernements, quels qu'ils soient, ainsi que son souci d'une véritable démocratie à tous les échelons de la Centrale syndicale ;

Constata que son appel en vue de maintenir l'unité ouvrière n'a pas été entendu par la majorité, qui a violé elle-même ses propres décisions du Comité confédéral des 12 et 13 novembre.

Ces décisions prévoyaient, en effet, la consultation jusqu'au 15 décembre des travailleurs organisés et des inorganisés sur les moyens d'action à adopter pour faire aboutir les revendications posées, le Comité confédéral national du 19 décembre devant seul prendre les mesures conformes à l'opinion des travailleurs démocratiquement consultés.

Les ordres de grève, lancés immédiatement après le Comité national par certains syndicats, fédérations ou unions départementales, l'ont été dans le mépris le plus total de la démocratie syndicale et souvent contre la volonté de la majorité des travailleurs.

En conséquence :

La Conférence approuve pleinement l'action de la minorité du Bureau confédéral, agissant en plein accord avec le groupe central « Force

Ouvrière » et les démarches effectuées pour obtenir une solution conforme aux véritables intérêts des travailleurs et mettre ainsi fin à des conflits préjudiciables au redressement économique du pays ;

Elle fait siennes les différentes déclarations du groupe central « Force Ouvrière », qui ont permis, à un moment décisif, de redonner confiance à de nombreux salariés ;

La Conférence rejette les accusations calomnieuses lancées par les dirigeants majoritaires de la CGT contre les militants qui se réclament de « Force Ouvrière » ;

Elle constate, au contraire, que, malgré le solennel avertissement adressé au Comité confédéral national par la minorité, la majorité confédérale pour des fins étrangères au syndicalisme, n'a pas hésité à lancer la classe ouvrière dans une aventure qui ne pouvait que rompre l'unité syndicale.

La Conférence s'incline devant les manifestants tués au cours des récentes grèves. Mais elle dénonce et condamne les sévices et les actes de violence graves commis envers des ouvriers qui, usant de leur droit le plus strict de travailleurs, s'étaient prononcés contre la grève politique.

De telles exactions risquent de déshonorer le mouvement syndical si elles étaient passées sous silence.

La Conférence portera devant l'opinion publique le dossier qu'elle a constitué sur ces faits.

Elle salue la combativité et le courage des travailleurs qui, même trom-

pés par certains de leurs chefs, se sont admirablement comportés dans une bataille malencontreusement engagée.

Consciente de la valeur qui s'attache à l'unité syndicale, mais constatant que cette unité est d'ores et déjà brisée par des départs massifs dus à la politique pratiquée par les éléments majoritaires ;

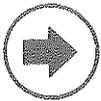
Constatant également que les éléments minoritaires du Bureau confédéral risquent, dès maintenant, de n'être plus que des otages au sein de l'organisation.

La Conférence considère que la véritable Confédération générale des travailleurs continue en dehors de l'organisation existante qui n'a plus de la CGT que le nom, puisqu'elle a violé délibérément ses propres statuts et bafoué les véritables principes du syndicalisme traditionnel ;

Tirant les conséquences logiques de cette situation, qu'elle n'a pas voulue et qu'elle a tout fait pour éviter, la Conférence « Force Ouvrière » :

Demande à tous les militants responsables de constituer sans délai l'organisation sur le plan des syndicats, des unions départementales et des fédérations, afin de préparer, dès que possible, un congrès constitutif de la véritable Centrale confédérée de tous les travailleurs ;





Le congrès constitutif de la CGT-Force Ouvrière : 1 435 délégués salle de la Mutualité à Paris (12-13 avril 1948).

Demande à ses camarades du Bureau confédéral de démissionner de leurs postes ;

Charge le groupe central « Force Ouvrière » d'assurer provisoirement la direction du mouvement et de prendre tous les contacts nécessaires en vue de réaliser le rassemblement le plus large.

L'organisation « Force Ouvrière » affirme sa volonté de conserver à son compte, pour le faire triompher et appliquer intégralement, le programme constitutif qui fut celui de la vieille Confédération générale du travail dont elle se déclare la véritable continuatrice.

L'organisation « Force Ouvrière » affirme son inébranlable hostilité à toute instauration du pouvoir personnel ; par sa puissance et ses réalisations, elle saura faire échec à toute tentative de cet ordre.

Consciente des dangers qui menacent la paix internationale, l'organisation « Force Ouvrière » exprime son opposition à la politique de blocs antagonistes dont la France constitue l'un des enjeux ; elle estime que tout doit être remis en œuvre pour opérer un rapprochement économique entre toutes les nations, conditions indispensables à la paix mondiale.

L'organisation « Force Ouvrière » lance solennellement un appel à tous les travailleurs de France et d'outre-mer pour adhérer au mouvement et réaliser ainsi l'unité véritable et féconde de tous les ouvriers,

employés, agents de maîtrise, techniciens, fonctionnaires, agents des services publics, travailleurs agricoles, ingénieurs et cadres, dans une grande et puissante confédération syndicale qui sera LA VÉRITABLE CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, déterminant elle-même, et elle seule, son action, librement et démocratiquement, sur les plans revendicatifs et gestionnaire, pour l'émancipation totale des travailleurs.

En libérant le mouvement syndical français de toute emprise politique l'organisation « Force Ouvrière » fidèle à l'idéal de fraternité humaine, salue tous les travailleurs du monde qui luttent également pour leur affranchissement ».

BATIR UNE NOUVELLE MAISON

En exécution des décisions de la Conférence de « Force Ouvrière », **Jouhaux, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre et Neumeyer** vont, dans l'après-midi du 19 décembre 1947 remettre à Frachon leur démission. Les secrétaires de fédérations qui les ont suivis font de même et tentent de rallier leurs adhérents vers la confédération qui vient de naître sous le signe de la liberté.

Tous quittent le grand immeuble du

213 rue Lafayette, dans le X^e arrondissement de Paris. Cet immeuble avait été construit en 1937 avec les souscriptions des travailleurs. La CGT n'en est pas propriétaire, le « 213 » appartenant à une société par actions nommée « Société du travail ». Depuis la Libération, les communistes ont poursuivi ici comme ailleurs leur travail de termites, ont réussi à acquérir la majorité des actions. « Force Ouvrière » intentera plus tard un procès qui sera perdu.

Les militants « Force Ouvrière » n'ont plus de maison. Ils vont devoir en bâtir une nouvelle. Bâtir, c'est une façon de parler. Pour le moment ils se logent — mal — dans un immeuble vétuste et inconfortable, rue Mademoiselle. Peu importe, ils ont un toit, ils peuvent travailler, lutter, mener une action inlassable pour défendre les travailleurs qui ont cessé de se laisser abuser par la CGT, et les autres, car le mot « tolérance » est de ceux que l'on a toujours utilisés dans le syndicalisme libre.

Il n'était plus possible de revenir en arrière. **Léon Jouhaux** le précisera dans une interview radiodiffusée :

« La décision est prise. Dans l'impossibilité de régénérer notre mouvement syndical de l'intérieur, « Force Ouvrière », expression de la véritable tradition syndicale, devra recommencer à grouper tous les éléments fidèlement attachés à cette tradition. Car ce n'est que dans le respect de cette tradition pour la défense de laquelle tant des nôtres ont consacré ou même donné leur vie, que le mouvement syndical pourra parachever l'œuvre d'émancipation qu'il s'est attaché à réaliser ».

Les communistes un moment surpris, s'imaginent que le départ de la CGT d'un nombre pourtant considérable de militants attachés à « Force Ouvrière » ne constitue qu'un accident de parcours, ils croient que la scission sera rapidement résorbée...

Ils en reviennent vite, et « L'Humanité » affirme que la scission est intervenue « en exécution d'ordres reçus du parti américain ». Pour le PC, **Léon Blum** « agent direct de l'impérialisme américain » est le responsable, il est accusé d'être l'essentiel inspirateur de la scission présente ». Alors que l'on sait bien que ce sont les travailleurs partisans d'un syndicalisme libre et dégagé de l'emprise politique communiste qui ont eux-mêmes décidé de leur destin.

Malgré les injures et les menaces communistes, les nouvelles fédérations se reconstituent, des syndicats naissent, des Unions départementales

sont créées. Le premier congrès confédéral doit se tenir en avril. Il reste quatre mois pour le préparer et pour effectuer les indispensables regroupements.

Le premier congrès constitutif d'une fédération « Force Ouvrière » va être, les 1^{er} et 2 mars, celui des cheminots.

Ce n'est pas un hasard. Les cheminots ont toujours joué un rôle déterminant dans l'histoire du syndicalisme français. C'est pourquoi ceux venant de la Fédération syndicaliste (autonome) et ceux appartenant aux groupes « Force Ouvrière » ont été les premiers à réaliser l'unité.

A LA MUTUALITE LE 12 AVRIL 1948

Le travail des militants porte ses fruits. Le 12 avril, à Paris, salle de la Mutualité, 1.435 délégués participent au premier congrès de la CGT « Force Ouvrière ». Ils appartiennent à toutes les générations, à toutes les activités du monde du travail, ils sont venus de partout pour assurer la renaissance du syndicalisme français.

Robert Bothereau, dans un exposé coupé d'applaudissements enthousiastes expose les raisons de la scission.

« ... Notre unité, celle que nous avons reconstituée en 1936, et puis sous l'occupation ensuite, notre unité n'a pas été totale. Elle n'a pas été une unité de cœur, elle a été une manière de juxtaposition, de cohabitation entre les éléments ayant une conception foncièrement différente de ce que doit être et de ce que peut être un mouvement syndical. Pour nous, anciens confédérés, anciens minoritaires de la CGT, pour nous syndicalistes « Force Ouvrière », le syndicalisme est une fin en soi. Pour nous le mouvement syndical doit se déterminer lui-même et de déterminer lui seul en dehors de toute influence politique et jamais pour servir les intérêts d'un parti politique ».

« Pour d'autres, pour ceux que nous avons quittés, le mouvement syndical

est un moyen, ce n'est pas une fin. Pour eux, le mouvement syndical est un mouvement accessoire et un mouvement subordonné. Pour eux ce ne peut être qu'un levier mis aux mains de leur parti politique. Pour nous le syndicalisme est un mouvement majeur, pour eux le syndicalisme est un mouvement mineur. Et c'est pourquoi notre unité aussi apparente a-t-elle été soumise à de nombreux aléas. Ces aléas vous les avez vécus. Depuis 1936 jusqu'à la guerre, plus encore depuis la Libération jusqu'à ce jour, nous avons assisté, impuissants, désarmés, à l'investissement systématique de notre syndicalisme. Les précautions que nous avons prises ou que nous avons cru prendre lorsque nous avons réalisé l'unité syndicale en 1936, unité sanctionnée par le Congrès de Toulouse, cette charte d'unité condamnant les fractions n'a été qu'une illusoire défense contre la politisation syndicale. La politisation du syndicalisme s'est effectuée systématiquement. Ce ne sont pas les syndiqués qui ont modifié leur conception du syndicalisme — auquel cas la politisation eût été l'expression de leur volonté. La politisation du syndicalisme s'est effectuée par la prise en main des postes de direction syndicale par les militants d'un parti politique ».

LA VERITE SUR UNE GREVE

Robert Bothereau explique ensuite comment s'est déclenché le récent mouvement de grève :

« Est-ce que le Comité confédéral national a pris position à l'endroit de cette grève? Non. Il a décidé de consulter, non pas à propos de la grève elle-même, mais à propos de la situation ouvrière dans son ensemble, de l'état de la condition ouvrière. Il a décidé de consulter, non seulement

les organisations syndicales, mais tout le monde. Et nous, minoritaires du CCN, nous avons dû élever une protestation contre cette façon qu'on avait de concevoir la souveraineté du syndicalisme ».

« Est-ce que le Bureau confédéral a donné l'ordre de grève? Pas du tout. Il s'en est remis purement et simplement à un comité dont la présidence a été donnée à Arrachard. Et alors,

lorsqu'on nous accuse d'être des bri-seurs de grève, où est la vérité? Où est la vérité, puisque l'organisation syndicale n'a jamais donné l'ordre de grève? Nous nous sommes contentés de dire que la grève intéressait au premier chef ceux qui devaient la faire, et qu'il fallait consulter les camarades au bulletin secret ».

Robert Bothereau balaie ensuite les accusations portées contre ceux qui ont refusé l'emprise politique :

« Scissionnistes? » : les véritables scissionnistes sont ceux qui ont imprimé à la CGT une position qui ne pouvait être la sienne...

« Traîtres? » : à qui avons-nous promis fidélité. Nous n'avons trahi personne, nous sommes restés fidèles à nos camarades. Notre devoir était de partir pour rester au service de ceux qui étaient partis et qui voulaient se rassembler...

« L'argent américain? » : Nous n'avons rien touché, ni individuellement ni collectivement...

« Si nous avons été des hommes à vendre, il y a très longtemps que d'autres nous auraient achetés... »

LA PAROLE RENDUE AUX SYNDIQUES

La conclusion de Robert Bothereau sera un cri de foi dans l'indépendance et la liberté :

« Notre Congrès? Il fera la preuve que la parole est rendue aux syndiqués, qu'ils peuvent s'exprimer librement et souverainement. Il y aura des nuances de pensée, sans doute; cela ne fait rien, nous sommes unis par le désir de l'indépendance syndicale. Nous sommes attelés à une même tâche, nous sommes pour mener un seul et même combat. N'ayons en vue que le but final, mettons-nous au service du monde ouvrier, servons-le loyalement, servons-le fidèlement; éclairons-le, parce que c'est nécessaire; élevons-nous, camarade à la hauteur, et même au-delà, du grand drame qui se joue dans le monde. Et pour cela, comme pour autre chose, disons : entre les blocs antagonistes, nous ne voulons ni choisir, ni disparaître; nous voulons exister. Vive la liberté ! »

Léon Jouhaux, dans un magnifique discours définit les droits et les devoirs du monde du travail.

« Une même cause nous réunit, dit-il, la liberté ».





Photo AFP

1946. Le premier congrès d'après-guerre. Le mot d'ordre : « produire », pour sortir de la pénurie. Un mot d'ordre que les communistes renieront quand leurs ministres ne seront plus au pouvoir.



Actualités Mondiales Photo

Après Léon Jouhaux, les deux militants qui lui ont succédé à la tête de notre organisation : Robert Bothereau et André Bergeron.

